

UGANDA

INTRODUCTION

Depuis son arrivée au pouvoir en janvier 1986, le président Museveni s'est engagé à assurer la réconciliation nationale et le redressement économique après deux décennies de désordres civils dans le pays, dus à de profondes divisions tribales. L'infrastructure de base, tant économique que sociale, a été dévastée et au cours des prochaines années le gouvernement devra y consacrer d'importantes ressources financières et humaines.

RELATIONS BILATERALES

Les relations entre le Canada et l'Ouganda, qui furent établies au moment de l'indépendance en 1962 ont été entravées au cours des dernières années par la situation instable et les désordres civils dans le pays. L'aide canadienne au développement, qui avait connu une croissance graduelle après la mise en oeuvre des premiers projets au début des années 60, notamment dans les secteurs de l'agriculture et de l'éducation, fut effectivement terminée pendant le gouvernement d'Amin, bien que le Canada ait, à l'occasion, fourni de l'assistance humanitaire par l'entremise d'ONG internationales. En 1980, le Canada participa au Groupe des observateurs envoyé par le Commonwealth pour superviser les élections de 1980, ainsi qu'à un programme de formation militaire du Commonwealth en 1982.

Depuis 1980, l'ACDI a fourni environ 26 millions \$ en vue de projets d'assistance humanitaire et de développement réalisés par diverses ONG et agences multilatérales. Avec l'arrivée au pouvoir du président Museveni, le gouvernement canadien s'est engagé à étudier sérieusement les possibilités d'assistance dans divers secteurs essentiels afin de contribuer à la réalisation des objectifs du gouvernement ougandais pour la réconciliation nationale et le redressement économique.

SITUATION DES DROITS DE LA PERSONNE

Le Canada se réjouit des récents événements en Ouganda en ce qui concerne la situation des droits de la personne et des assurances du président Museveni à ce chapitre. Nous espérons, en augmentant l'assistance canadienne au développement par les divers programmes à notre disposition, contribuer au processus de réconciliation ainsi qu'à l'amélioration des conditions économiques et sociales en Ouganda.

7
8
9
10
11